Mali - Niger
Les nouvelles révoltes des Touaregs

©Hama Ag Sid'Ahmed

Légende :

Village de Tinzaouaten - Mali

Depuis le printemps 2006, l'espace touareg est de nouveau bouleversé par de violents troubles causés par la non application des accords de paix des années 1990. Les révoltes des hommes voilés - qui réapparaissent de manière cyclique depuis les indépendances des années 1960 - témoignent du malaise qui prévaut en terre nomade

L'indépendance ? Quelle indépendance questionnait un vieillard touareg quelques temps avant les terribles rébellions des années 1990… Pour beaucoup de Touaregs, les indépendances en Afrique noire étaient des événements extérieurs qui ne les concernaient pas vraiment. Eux, éleveurs extensifs, caravaniers, oasiens quand le relief l'autorise, attendaient leur indépendance, la liberté inscrite dans la devise de la République Française. Malheureusement, elle ne viendrait pas cette liberté, cette indépendance, cette possibilité de vivre autonome sur les terres de leurs ancêtres. La métropole en avait décidé autrement : le découpage - dont chacun reconnaît parfois l'absurdité - resterait en l'état, pour le meilleur et pour le pire. A de rares exceptions près (cas des Kel Antassar de Tombouctou / Goundam par exemple) les Touaregs avaient refusé ou évité la scolarisation, envoyant parfois dans les écoles les enfants de leurs "*captifs*" pour faire illusion : ce manque de cadre formé aux arcanes de la politique joua indéniablement en défaveur des nomades, même si leur sort était certainement scellé par des intérêts supérieurs à ceux des peuples à disposer d'eux mêmes. Quoique !

L'*Organisation commune des régions sahariennes* (OCRS), idée, espoir français d'un territoire utile (pétrole, gaz, uranium) à préserver entre le Maghreb et l'Afrique noire aurait pu être imaginée comme les prémisses d'un pays touareg. Cette Atlantide tricolore au sous sol riche fut rapidement abandonnée, l'ère était imparablement à la décolonisation. Il fallait donc raison garder et partir, en laissant derrière soi les cicatrices d'une occupation menée parfois à la légère. Et si la période coloniale n'est point la cause de tous les maux, évidemment, il serait néanmoins cavalier de l'occulter. Les velléités autonomistes des années 1960 dans l'Adrar des Ifoghas au Mali allaient durablement plonger la zone dans le chaos et l'isolement. La répression de cette fronde, aveugle et sans commune mesure avec les faits, semait déjà les germes des soulèvements ultérieurs. Les régions de Tombouctou et de Gao, par extension tout le Sahel sillonné par les éleveurs touaregs, allaient de plus être confrontées à l'une des pires sécheresses de l'histoire contemporaine. Aléas climatiques catastrophiques pour le cheptel, terres septentrionales verrouillées par des pouvoirs en place souvent corrompus et malheureusement incapables, chefferies traditionnelles soumises, aides internationales détournées, incuries des instances régionales, le cocktail était idéal pour obtenir un désastre humanitaire de grande ampleur, provoquer un exode massif vers l'Algérie et la Libye.

Dans les années 1980 - période de mes premiers séjours dans ces territoires pastoraux - la situation était sous contrôle tant au Mali qu'au Niger : populations sous haute surveillance chapeautées par des administrateurs militaires obtus, régimes politiques totalitaires, accès à certaines zones réglementés (Kidal, In Gal, Tchin Tabaraden, etc.). A cette époque, l'espace touareg était bien surveillé, au grand dam des intéressés qui constataient perplexes qu'ils n'avaient pas la possibilité d'accueillir leurs amis : je fus expulsé de Ménaka (Mali) et d'In Gal (Niger) sous prétexte qu'un étranger ne pouvait pas - sauf permis spécial - séjourner en ces lieux… Les Touaregs devaient se rendre à l'évidence, ils étaient bien des citoyens de seconde zone !

Les illustrations des hauts des pages *Thema* ("*relève-moustaches*" aïnous) sont extraits du livre "*Un voyage chez les Aïnous-Hokkaïdo-1938-*" de Arlette et Andrée LEROI-GOURHAN, paru aux Edts. Albin Michel en 1989.

Pour certains, l'exil libyen fut mis à profit pour exercer le métier des armes dans la célèbre "*légion islamique*" du bouillant colonel. Les nomades échangeaient leurs services sur les terrains palestiniens ou tchadiens contre un droit de séjour et une formation militaire, la possibilité de s'organiser en groupes supra tribaux, l'éloignement diminuant l'impact des tribus et fractions traditionnelles. A la fin des années 1980, les gouvernements nigériens et maliens - en meilleur terme avec le voisin libyen qui oubliait son projet de Grand Sahara - décidèrent de participer au retour des exilés touaregs.

©Jean-Pierre Valentin

Dans une des bases de la rébellion malienne - années 1990

La rébellion des années 1990

En 1990, la situation des rapatriés est déplorable, dans le secteur de Tchin Tabaraden au Niger la tension monte à son point de rupture et l'irréparable est commis : face à des jeunes touaregs vindicatifs, le pouvoir envoie les parachutistes… Des centaines de morts et l'amorce d'une répression féroce. Les hommes voilés plient pour quelques temps encore, mais au Mali la révolte explose à Tidarmène puis Ménaka, en juin 1990. Après quelques mois de temporisation et d'organisation, la rébellion nigérienne éclate en 1991. Ce sera des suites de coups de force, de combats acharnés durant plusieurs années.

Les armées gouvernementales, malmenées sur un terrain que les sahariens touaregs connaissent par cœur, jouent la montre, terrorisent et massacrent les civils innocents : un véritable carnage… des milliers de morts, des exécutions extrajudiciaires par centaines, au moins 200 000 personnes réfugiées, en Mauritanie, en Algérie, au Burkina Faso.

Mais le temps joue contre les insurgés. Au fil des accords signés, souvent non respectés, les pouvoirs politiques et militaires utilisent habilement les ancestrales tensions tribales pour opposer nobles et vassaux, blancs et noirs. A ce jeu les Touaregs sortent perdants. Les années passent et leurs dissensions ethniques régalent les régimes - entre temps plus "*démocratiques*" - de Niamey et Bamako. Au final, ce sont des mouvements rebelles à bout de souffle, parfois discrédités, qui au milieu des années 1990 signent une paix définitive, avec la promesse d'intégration des ex-combattants dans l'armée ou la douane, l'administration, de décentralisation effective, de répartition des richesses plus équilibrée, de gestion adaptée des territoires septentrionaux, etc.

Cette sortie de crise fut, selon moi, un fiasco complet ! Parmi les ex-combattants intégrés, beaucoup avaient pris les armes la veille de l'opération de recrutement, tout simplement favorisés par leur appartenance familiale - les vrais rebelles, écœurés, refusèrent parfois d'intégrer avec des grades ridicules au vu de leur formation militaire - dès le départ les futurs mécontentements étaient prévisibles. De plus - ce qui semble une erreur majeure - aucun des bourreaux ne comparus, l'impunité était donc totale pour les assassins d'Andéramboukane, Tombouctou et sa région, Gao, Tchin Tabaraden, etc.

Comment, avec une sortie de crise aussi bâclée, repartir sur de nouvelles bases saines ? Mes amis touaregs, les sincères qui avaient tenté de combattre pour une noble cause, étaient désemparés. Certains retournèrent en Libye, d'autres derrière leur troupeaux avec un goût de bile dans la bouche, d'autres encore acceptèrent des postes dans l'armée ou l'administration pour nourrir leurs familles.

Dans la brousse le mécontentement était latent, très palpable au Niger où je séjournais régulièrement dans les années 2000. Une nuit, dans un hameau au nord de Tahoua, une discussion avec un instituteur me permettait de constater l'ampleur de la frustration : la jeunesse touarègue était aux abois, désespérée, les accords n'étaient pas entièrement appliqués, la décentralisation qui devait impliquer les acteurs locaux traînait et la famine menaçait… Certes le calme était relatif et chacun bon an, mal an vaquait à ses occupations, quand il en avait. Sur le terrain, il était néanmoins aisé de constater que le terroir nomade tant souhaité et promis (par exemple au Mali par l'ex-président Konaré - Le Monde, 1993) n'existait pas, que l'aide ou l'appui étaient toujours et systématiquement attribués aux mêmes, que la décentralisation vitale pour l'avenir piétinait, comme si on voulait l'enterrer.

Nouveaux soulèvements au Mali et au Niger

Au Niger les tensions étaient évidentes, palpables, la révolte grondait. Au Mali, le secteur de Kidal était le plus sensible, et en 2006 l'omniprésence de l'armée mettait le feu au poudre, comme des rancœurs rentrées qui n'attendent qu'un prétexte. Au printemps 2007, l'attaque du poste d'Iférouane, dans le nord de l'Aïr, enclenchait les hostilités entre des Touaregs désabusés et l'armée nigérienne. Les deux pays vont réagir assez différemment : le pouvoir malien joue sur du velours et avec l'appui de l'Algérie entame une médiation afin de favoriser le dialogue, le Niger réprime férocement, refuse la négociation et le terme même de rébellion. Pour Niamey, le *Mouvement des Nigériens pour la Justice* (MNJ - un front majoritairement touareg et toubou) rassemble des "*voleurs et des trafiquants que l'armée dérange*"… Donc deux stratégies, mais pour un résultat identique : car si Bamako discute et signe des accords, il ne les respecte pas ! Et sur le terrain la situation s'envenime… Comme au Niger, l'armée subit des pertes, essuie des défaites, perd des hommes et des chapelets de prisonniers qui croupissent dans les bases rebelles !

Depuis des mois donc une ritournelle entre protocoles signés mais non respectés au Mali, des exactions féroces contre les populations civiles au Niger, dans les deux cas

un dialogue de sourds, une presse indépendante muselée, une guerre des communiqués, etc. Au Niger, l'état de mise en garde est similaire à un statut d'exception pour le septentrion dans lequel tout semble permis : les villageois sont manifestement terrorisés, les éleveurs restent impuissants devant le massacre de leurs animaux, les journalistes qui tentent de témoigner sans l'aval officiel sont emprisonnés.
Les nigériens Moussa Kaka (RFI - Niamey) et Ibrahim Manza Diallo (Aïr Info - Agadez) sont inculpés et incarcérés ; le premier attend toujours son jugement dans les geôles du pouvoir depuis bientôt dix mois. Ibrahim Manza Diallo lui a été libéré. Trois journalistes français ont également été emprisonnés pour avoir tenté de témoigner sur les réalités du terrain, trahis par l'espionnage américain de leurs communications satellitaires… Au Mali, les correspondants de Libération et de France 24 ont aussi été sommés de s'éloigner, idem pour ceux de la chaîne Al-Jazira expulsés de Kidal.

En résumé, les pouvoirs en place souhaitent dans les deux cas une presse aux ordres, à tout le moins favorables à l'armée et aux autorités. La qualité des informations s'en ressent, même si grâce à leurs *blogues* les fronts rebelles ont la possibilité de donner régulièrement leur version des faits.

Au Niger comme au Mali, les derniers rebondissements laissent craindre le pire. Au Niger, le gouvernement de Monsieur Tandja refuse tout dialogue avec le MNJ, s'arcboute sur sa position initiale - la thèse plus aisée de "*bandits armés, de trafiquants*" - pour tenter d'accentuer une pression militaire peu efficace quant à son impact réel sur les bases insurgées. L'effet sur les populations civiles est désastreux et la zone est exsangue ! De plus Niamey, nullement à l'écoute des souhaits des Touaregs et de leurs représentants élus, continue de brader le territoire nomade, le morcelant à des fins de prospections minières et pétrolières. Evidemment, le Niger de plein droit peut certainement exploiter son sous-sol, mais le pouvoir devrait convenir que les populations des zones concernées soient consultées et écoutées, que des études sérieuses d'impacts environnementaux soient menées, qu'une juste répartition des richesses éventuelles engendrées soient discutées, qu'un territoire pastoral soit garanti, délimité, que la nappe phréatique fragile soit protégée, etc. En lieu et place, Niamey donne l'impression de brader aux plus offrants… pour quels résultats concrets sur les secteurs concernés ?

L'exploitation de l'uranium nigérien par le consortium français AREVA n'a en rien modifié en bien les conditions de vie des Touaregs de l'Aïr, ou si peu au vu des profits occasionnés. Les populations du Nord sont donc en droit de s'alarmer à l'heure où leur espace est mis aux enchères, sans soucis de leur avenir, dans le seul but de profits rapides en hauts lieux partagés et de quadrillage de leur territoire… Autre point diablement néfaste dans l'imbroglio actuel, la création à Paris d'un nouveau Front par l'ex-ministre, ex-responsable du *Front de Libération de l'Aïr et de l'Azawak* (FLAA), Monsieur Rhissa ag Boula, comme pour diviser les forces et par ricochet réjouir Niamey.

Au Mali, les vieux démons terriblement dangereux du tribalisme sont également remis au goût du jour par Monsieur Touré : son armée, empêtrée et régulièrement défaite, a décidé de s'appuyer sur des milices composées d'éléments hostiles aux Touaregs de l'*Alliance Nord Mali pour le Changement,* issus majoritairement des rangs *imajeghen* (nobles) de la société. Ainsi l'armée malienne se tribalise et place en première ligne des troupes et des milices commandées par des ex-rebelles opposés par atavismes aux dirigeants de l'Alliance… Où l'on retrouve les manipulations diaboliques déjà utilisées dans les années 1990 par le pouvoir malien. Pourtant, l'Alliance d'Ibrahim ag Bahanga a sans relâche sillonné le secteur, provoquer des réunions destinées à prendre le pouls des populations nomades, obtenu l'aval de celles-ci, sans réussir à ce jour à niveler les différences fractionnelles, à fédérer par delà les clivages ancestraux…

©Jean-Pierre Valentin

Dans le nord du Niger : le pays des Toubous

Un avenir incertain

Le constat est sans doute amer pour ces maquisards qui tentent régulièrement des barouds d'honneur afin d'améliorer la destinée incertaine de leur peuple. La société touarègue, de par sa composition, hiérarchisée, verticale, n'a pas su à ce jour et cela depuis les guerres coloniales, s'unir dans un but commun, dépasser un tribalisme nuisible afin de représenter une force, une alternative crédible pour une autonomie viable. Il est dommage que les pouvoirs nigériens et maliens, une frange de la société touarègue désabusée ou sans illusion, refusent un règlement sur le long terme, concerté, intelligent, sans tabou, une sortie de crise qui permettrait un avenir serein et concret. Les risques, à l'heure où le Sahara est sillonné par des islamistes radicaux, des trafiquants divers, des migrants exsangues exploités par des convoyeurs sans scrupule, sont dans un conflit futur incontrôlable, supra national, mené par des insurgés jusqu'au-boutistes parce qu'acculés, tentés par des pratiques terroristes ou asymétriques. A ce moment seulement peut-être les chantres de la violence et du double jeu seront conscients de leurs erreurs passées…

Jean-Pierre Valentin